

CORPUS DE DOCUMENTS : L'AFRIQUE SAHELIENNE, LE MALI , ZONE DE FRAGILITE ET DE CONFLITS

Article 1 : En huit ans d'engagement au Sahel, l'armée française a perdu 57 militaires

FOCUS - Alors que cinq soldats sont récemment décédés au Mali, *Le Figaro* retrace les circonstances des pertes françaises depuis le lancement de l'opération Serval en 2013.

Par **Aude Bariéty**

Publié le 29/12/2020 à 16:28, mis à jour le 04/01/2021 à 10:20

Avec le décès de cinq militaires au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane - qui a remplacé les opérations Serval (au Mali) et Épervier (au Tchad) - le bilan humain de la guerre au Sahel s'élève désormais à 57 morts côté français depuis 2013. 50 de ces soldats sont considérés comme «morts pour la France» ; les 7 autres sont décédés de mort naturelle ou accidentelle, précise l'état-major des armées.

- **2013 : les premiers morts de l'opération Serval**

Au début de l'année 2013, la France lance l'opération Serval en soutien aux autorités maliennes, confrontées à l'avancée de groupes terroristes. Dès les premiers jours, le 11 janvier, un chef de bataillon du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, Damien Boiteux (41 ans), perd la vie alors qu'il pilote son appareil. Le 19 février, le sergent-chef Harold Vormezeele, du 2^e régiment étranger de parachutistes, est «mortellement touché» lors d'un «accrochage» avec des «groupes terroristes».

En mars, l'armée française est endeuillée à trois reprises. Le 2, le caporal Cédric Charenton (26 ans), du premier régiment de chasseurs parachutistes, est tué alors que «sa section monte à l'assaut d'une position ennemie». Le 6, le brigadier-chef de première classe Wilfried Pingaud (36 ans), du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique, décède des suites de ses blessures après qu'un détachement de l'armée malienne dans lequel il avait été inséré est «pris à partie par des groupes terroristes». Le 16, le caporal Alexandre Van Dooren (24 ans), du 1^{er} régiment d'infanterie de Marine, meurt après que son véhicule a explosé sur un engin ennemi.

Le sixième soldat français à perdre la vie est le caporal-chef de première classe Stéphane Duval, du 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Le 29 avril, «lors d'une opération de reconnaissance et de fouille conduite par les forces spéciales dans le nord-est du Mali, son véhicule a été touché par une explosion», détaille le ministère des Armées. Le 30 juillet, le brigadier-chef Marc Martin-Vallet (28 ans), du 515^e régiment du train, meurt après que son véhicule de transport logistique a «versé dans un fossé».

Deux autres soldats français meurent en dehors du territoire malien en cette année 2013. Le caporal Thomas Guillebault (21 ans), du commando parachutiste de l'Air n°20, décède le 26 décembre au Niger «à la suite d'un tir accidentel déclenché par un soldat français». Un autre militaire perd la vie au Tchad dans le cadre de l'opération Épervier.

- **2014 : trois morts au Mali, un au Burkina Faso**

2013 cède sa place à 2014 et deux militaires perdent la vie avant que le 31 juillet, il ne soit mis fin à l'opération Serval, remplacée le lendemain par l'opération Barkhane. Dans la nuit du 7 au 8 mai, le sergent Marcel Kalafut, du 2^e régiment étranger de parachutistes, est grièvement blessé lorsque son véhicule saute sur une mine dans l'est du Mali. Le jeune homme de 26 ans succombe à ses blessures. Le 14 juillet, le major Dejvid Nikolic (45 ans), du 1^{er} régiment étranger du génie, périt lors d'une attaque au véhicule suicide dans le secteur d'Al Moustratat, toujours au Mali.

Le 29 octobre, le sergent-chef Thomas Dupuy (32 ans), membre du commando parachutiste de l'air n°10, trouve la mort «lors des combats, dans le cadre d'une mission de neutralisation d'éléments terroristes» dans le nord du Mali. Un mois plus tard, le 29 novembre, l'agent technique (adjudant) Samir Bajja, du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, est mortellement blessé dans un accident

d'hélicoptère au Burkina Faso. Le militaire de 38 ans, qui appartenait au service des essences des armées, était arrivé dans le pays trois jours auparavant.

- **2015 : un mort après un tir accidentel par un soldat français**

En 2015, l'armée française perd quatre militaires au Mali. Le 12 juillet, le sergent-chef au 54^e régiment d'artillerie Nelson Cheou (37 ans) est victime d'un arrêt cardiaque. En août, le caporal au 2^e régiment du matériel Jean-Luc Ronis (23 ans) décède dans des circonstances non précisées.

Le 27 août, le 1^{ère} classe au 21^e régiment d'infanterie de marine Baptiste Truffaux (23 ans) meurt après «un tir accidentel déclenché par un soldat français». Le 26 novembre, le sergent-chef Alexis Guarato (35 ans), membre du commando parachutiste de l'air, rend son dernier souffle à l'hôpital militaire Percy. Il avait été grièvement blessé le 13 octobre, lorsque «le véhicule des forces spéciales à bord duquel il se trouvait a sauté sur une mine dans une zone située au nord du Mali», précise le ministère des Armées.

- **2016 : le lourd tribut payé aux mines**

Le 22 février 2016, le brigadier-chef Nicolas Roche décède accidentellement au Mali. Le 12 avril, trois soldats du 511^e régiment du train, le première classe Mickaël Poo-Sing (19 ans), le brigadier Michaël Chauwin (20 ans) et le maréchal des logis Damien Noblet (31 ans) périssent dans l'explosion de leur véhicule blindé sur une mine dans le nord du Mali. Le 4 novembre, le maréchal des logis-chef Fabien Jacq (28 ans), affecté au 515^e régiment du train, trouve la mort dans les mêmes circonstances à quelques centaines de kilomètres.

- **2017 : l'année la moins meurtrière**

Le 5 avril 2017, dans le sud-est du Mali, le caporal-chef Julien Barbé (27 ans) est mortellement touché par des tirs alors que son détachement du 6^e régiment du génie d'Angers est déployé à la suite de l'attaque d'un véhicule blindé léger par un engin explosif. Deux mois plus tard, le 18 juin, le caporal Albéric Riveta (23 ans), du 1^{er} régiment des chasseurs parachutistes de Pamiers, est tué accidentellement lors d'une opération aéroportée dans le nord-est du même pays.

- **2018 : quatre décès, dont deux accidentels**

Le 21 février 2018, le 1^{er} régiment de spahis pleure la mort du sergent-chef Emilien Mougins (31 ans) et du brigadier-chef Timothé Dernoncourt (32 ans). Leur véhicule a été frappé par un engin explosif improvisé dans la région de Ménaka, dans l'est du Mali.

Le 18 octobre, la ministre des Armées Florence Parly annonce le décès au Mali, «dans des circonstances accidentelles», du caporal Abdelatif Rafik (23 ans). La veille, le militaire du 14^e régiment d'infanterie de soutien logistique parachutiste a été violemment projeté au sol après l'explosion du pneu d'un camion et n'a pas survécu. Autre décès accidentel, le 9 décembre, cette fois au Niger : le brigadier-chef Karim El Arabi est victime d'un accident de la route. Le jeune homme de 29 ans était affecté au 2^e régiment de hussards.

- **2019 : l'année noire**

2019 est de loin l'année la plus meurtrière qu'ait connue l'armée française au Sahel. Le 2 avril, un médecin du service de santé des armées, le capitaine Marc Laycuras, meurt à l'âge de 30 ans après qu'un engin explosif a détruit son véhicule. Le 9 mai, ce sont deux officiers mariniers du commando Hubert, les premiers maîtres Alain Bertoncetto (28 ans) et Cédric de Pierrepont (32 ans), qui perdent la vie au Burkina Faso lors d'un assaut visant à libérer deux Français pris en otages le 1^{er} mai au Bénin. Le 2 novembre, Ronan Poiteau, brigadier du 1^{er} régiment de spahis, décède à 24 ans au Mali après le déclenchement d'un engin explosif au passage de son véhicule blindé. L'État islamique revendique l'attaque.

Le 25 novembre, c'est l'onde de choc. 13 hommes perdent la vie au Mali lorsque les deux hélicoptères qui les transportaient entrent en collision : le lieutenant Pierre Bockel (28 ans), l'adjudant-chef Julien Carette (35 ans), le capitaine Romain Chomel de Jarnieu (34 ans), le maréchal des logis Valentin Duval (24 ans), le capitaine Clément Frisonroche (27 ans), le capitaine Benjamin Gireud (32 ans), le sergent-chef Andreï Jouk (43 ans), le maréchal des logis-chef Jérémy Leusie (33 ans), le capitaine Nicolas

Mégard (35 ans), le lieutenant Alex Morisse (30 ans), le maréchal des logis-chef Alexandre Protin (33 ans), le brigadier-chef Romain Salles de Saint-Paul (35 ans) et le maréchal des logis Antoine Serre (22 ans).

- **2020 : des décès au Mali, au Burkina Faso et au Tchad**

Après le funeste 25 novembre 2019, l'année 2020 commence par un décès mystérieux. Le 16 février, le sergent-chef Morgan Henry, du 54^e régiment de transmissions, est retrouvé mort dans son campement au Burkina Faso. *«Une enquête de gendarmerie, menée par la prévôté, est diligentée pour établir les circonstances de sa mort»*, fait savoir l'état-major des armées dans un communiqué.

Le 1^{er} mai 2020, le brigadier Dmytro Martynyuk (29 ans) décède à l'hôpital militaire de Percy des suites de ses blessures, infligées le 23 avril par l'explosion d'un engin explosif improvisé au Mali. Trois jours plus tard, le 1^{er} régiment étranger de cavalerie est à nouveau endeuillé par le décès du première classe Kévin Clément (22 ans), *«grièvement blessé par un tir ennemi»* puis *«évacué par hélicoptère vers l'antenne chirurgicale de Gao où son décès a été constaté»*.

Le 23 juillet, un véhicule suicide chargé d'explosifs percute un véhicule blindé de l'armée française sur la route reliant Gossi à Gao, toujours au Mali. Le première classe Tojohasina Razafintsalama, affecté au 1^{er} régiment de hussards parachutistes, perd la vie à l'âge de 25 ans. Le même régiment subit le 5 septembre la perte de deux autres hommes, tués dans le nord-est du Mali par un engin explosif improvisé qui détruit leur véhicule blindé : le première classe Arnaud Volpe (24 ans) et le brigadier-chef de première classe S. T. (33 ans), dont la famille souhaite taire le nom.

Entre ces deux drames, le 31 juillet, l'armée française perd un soldat au Tchad. Le brigadier-chef Andy Fila (25 ans), du 14^e régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste, meurt dans un accident de maintenance. Le 28 décembre, trois soldats du 1^{er} régiment de chasseurs sont tués au Mali par un engin explosif qui atteint leur véhicule blindé : le brigadier-chef Tanerii Mauri (28 ans) ainsi que les chasseurs de 1^{ère} classe Quentin Pauchet (23 ans) et Dorian Issakhanian (21 ans).

- **2021 : une première femme décède au Mali**

Six jours après la mort de Tanerii Mauri, Quentin Pauchet et Dorian Issakhanian, l'opération Barkhane est à nouveau endeuillée. Le 3 janvier 2021, dans le nord-est du Mali, un véhicule blindé léger de l'armée fait *«l'objet d'une attaque à l'engin explosif improvisé»*. Deux soldats du 2^e régiment de hussards perdent la vie : Loïc Risser, brigadier de 24 ans, et Yvonne Huynh, sergent de 33 ans. Cette dernière est la première femme à mourir au Sahel depuis 2013.

Article 2 : « La crise au Sahel est révélatrice de l'obsolescence des instruments de la coopération internationale », selon la politologue Niagalé Bagayoko Politologue et présidente de l'African Security Sector Network Publié le 14 janvier 2021

TRIBUNE

La crise au Mali et dans les pays voisins est le révélateur de l'inadéquation entre les moyens mobilisés et les objectifs affichés souligne, dans une tribune au « Monde », la présidente de l'African Security Sector Network.

Tribune. Huit ans après le début de l'engagement de la communauté internationale au Mali, les signaux alarmants d'aggravation de la crise qui enflamme le Sahel ne cessent de se multiplier. La crise sahélienne apparaît de plus en plus comme un révélateur de l'obsolescence de la plupart des instruments mobilisés de manière traditionnelle par les acteurs internationaux, à titre bilatéral ou multilatéral.

L'absence de résultats décisifs obtenus par l'opération « Barkhane », ainsi que les pertes humaines et son coût financier, sont soulignés de toutes parts. La négation de la dimension politique de la lutte insurrectionnelle menée par les groupes djihadistes qu'elle affronte - réduits à leur seul mode de combat à travers l'utilisation du vocable de terroriste, y compris lorsque leurs principales cibles sont des unités combattantes - a compromis la formulation d'objectifs politiques au service desquels mobiliser l'instrument militaire français.

Il convient d'interroger également les doctrines de formation, ainsi que les politiques d'équipement promues par des décennies de coopération de défense et de sécurité, qui ont échoué à développer les capacités des forces armées maliennes. Celles-ci avaient été incapables en 2012 de faire face à l'offensive venue du nord du pays. C'est pourtant en grande partie de ces dispositifs que s'inspirent les missions européennes chargées de pourvoir à l'entraînement des forces de défense et de sécurité sahéliennes. Si leur opérationnalité s'est indéniablement améliorée, ces forces n'apparaissent toujours pas en mesure d'assumer pleinement leurs missions de protection des institutions de l'Etat et de maintien de l'ordre public et de la sécurité sur l'ensemble des territoires.

Complexité et lenteur

La juxtaposition de nouvelles initiatives annoncées à l'issue des différents sommets - G5/Sahel, Alliance pour le Sahel, Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S), Force européenne Takuba - rend immense, voire impossible, la mission de coordination et de mise en cohérence du dispositif qui revient désormais à la Coalition internationale pour le Sahel dont la mise en place a été actée à Nouakchott en juin 2020. L'impact des programmes d'aide décidés est par ailleurs largement diminué par des méthodologies trop en décalage avec les réalités du terrain. A cela s'ajoute la complexité et la lenteur des procédures administratives et budgétaires pour matérialiser les financements massifs destinés à rendre plus opérationnelle la force conjointe du G5-Sahel qui sont annoncés à l'occasion des conférences internationales de donateurs.

La création du G5 Sahel, en marge de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, témoigne aussi du contournement de l'Union africaine qui n'a pas réussi à imposer le processus de Nouakchott comme cadre de discussion ni à mettre sur pied la force de 3 000 hommes annoncée il y a près d'un an. Elle est aussi le symptôme de l'affaiblissement de la Cedeao, dont la force en attente n'a pu être déployée sur le long terme en raison de ses carences logistiques, tandis que les tensions entre un agenda centré sur les populations ouest-africaines et un autre articulé autour de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, eux-mêmes de plus en plus divisés, sont apparues lors de l'intervention de l'organisation à la suite du coup d'Etat survenu au Mali le 18 août 2020.

En dépit des nombreuses propositions formulées notamment par deux rapports des Nations unies pour réformer les opérations de paix, le format de la Minusma se révèle lui aussi peu adapté pour gérer une situation dont le règlement va désormais bien au-delà de la seule mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015. Ce dernier étant essentiellement centré sur les problématiques propres au septentrion malien alors que la crise s'est étendue au centre du pays, puis à la région du Liptako-Gourma dans les espaces frontaliers du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Des mécanismes de gestion de conflit dépassés

Les deux coups d'Etat survenus au Mali en l'espace de huit ans, aussi bien que les détournements massifs des budgets de la défense révélés dans chacun des pays de la zone des trois frontières et les exactions reprochées à leurs forces armées, démontrent les limites de nombreuses approches normatives, y compris le concept de « réforme des systèmes de sécurité ».

La crise sahélienne est par essence multidimensionnelle, en ce qu'elle implique une grande variété d'acteurs hétéroclites, allant des groupes djihadistes - eux-mêmes en compétition à l'instar du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaida et de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) affilié à l'Etat islamique - aux groupes politico-militaires autonomistes, en passant par des groupes d'auto-défense et milices communautarisées ainsi que des hommes armés non identifiés, se livrant principalement à des activités criminelles. S'y ajoutent les mouvements massifs de protestations populaires. Les mécanismes de gestion des conflits, militaires aussi bien que civils, se révèlent aujourd'hui largement dépassés. Certains ayant été forgés dans le cadre des guerres anti-insurrectionnelles du début du siècle dernier alors que d'autres, plus récents, l'ont été pour faire face aux guerres civiles qui ont ensanglanté la région du fleuve Mano (Liberia, Sierra Leone, Guinée, Côte d'Ivoire).

Certaines solutions alternatives sont aujourd'hui promues par des acteurs sahéliens, non seulement par les gouvernements mais aussi par des personnalités importantes dans la gouvernance locale (autorités décentralisées, religieuses, coutumières, société civile). Une des options qui s'ouvrent à la communauté internationale aujourd'hui est d'accompagner les initiatives qui, dans le respect de la dignité humaine, paraissent en mesure de garantir une meilleure protection des populations civiles contre les multiples violences dont elles sont les cibles privilégiées.

Niagalé Bagayoko, politologue et présidente de l'African Security Sector Network

Article 3 : Sahel : les leçons oubliées de l'échec afghan dans Le Point

ANALYSE. Pour cet expert, la France persiste à appliquer de vieilles recettes et semble ne pas comprendre que celles-ci sont vouées à l'échec. Explication. par *Thierry Vircoulon** pour *Theconversation.com* (Le Point) Publié le 12/01/2021 à 11h47

Maintenant que ce qui se disait en privé est devenu public, à savoir que la fin de la lutte contre les djihadistes au Sahel est impossible à prédire et que le gouvernement français ne peut assumer une guerre sans fin devant son opinion publique, il convient de réfléchir aux erreurs qui ont conduit à l'impasse actuelle.

Au-delà des erreurs de stratégie politique et militaire, l'engagement militaire français dans cette partie du monde s'explique par l'oubli de deux leçons essentielles. Pourtant, ces deux leçons relèvent du savoir commun.

On ne peut pas gagner des guerres asymétriques

En France, cette leçon est connue depuis la guerre d'Indochine. De plus, la même erreur a été tragiquement répétée par les États-Unis au Vietnam (alors qu'il y avait le précédent français) et, plus récemment, en Afghanistan (alors qu'il y avait le précédent soviétique).

Bien que l'impossibilité pour des démocraties de gagner des guerres asymétriques soit donc connue depuis longtemps, les gouvernements français depuis Nicolas Sarkozy semblent l'avoir oublié. Si la nécessité de la guerre actuelle contre le terrorisme (c'est-à-dire contre l'islamisme radical) est difficilement contestable, les modalités de cette guerre le sont largement. Or l'une de ces modalités décidées par les autorités françaises a été l'engagement militaire dans des guerres asymétriques, en Afghanistan d'abord, puis au Mali.

En Afghanistan, il s'agissait surtout, pour le gouvernement de Nicolas Sarkozy, de se rapprocher des néoconservateurs américains et de renforcer la relation transatlantique. Au Mali, il s'agissait pour le gouvernement de François Hollande d'éviter la victoire des djihadistes et un effet de contagion régionale. Si l'armée française a gagné la première bataille avec l'opération Serval, elle se sait aujourd'hui incapable de gagner la guerre.

Le conflit originel s'est régionalisé en s'étendant au très fragile Burkina Faso et a métastasé en une pluralité de conflits locaux qui prennent de plus en plus une tournure interethnique. Cette dynamique conflictuelle, que l'« approche 3 D » (Défense, Développement, Diplomatie) n'a pas réussi à contenir, comporte des risques élevés pour la France : coopération de l'armée française avec des armées commettant des crimes de guerre ; rejet par les populations locales de la présence militaire française et exacerbation de la francophobie sur le continent ; risque pour l'armée française de bavures et d'être manipulée et entraînée à son corps défendant dans des règlements de comptes interethniques, etc. Toutes choses qui rappellent que, pour avoir voulu protéger le régime d'Habyarimana au Rwanda, la France s'est retrouvée impliquée dans le dernier génocide du XX^e siècle. Ne pas gagner à moyen terme un conflit asymétrique, c'est s'enliser ; et s'enliser, c'est prendre les risques évoqués et devoir justifier toujours plus de pertes humaines devant l'opinion publique. De même que, en 2008, l'embuscade d'Uzbin avait contraint le gouvernement de Nicolas Sarkozy à arbitrer entre son désir de rapprochement avec Washington et l'impact des pertes sur l'opinion publique, le nombre croissant de militaires tués au Mali contraint le gouvernement d'Emmanuel Macron à repenser l'engagement militaire au Sahel alors que l'échéance de la prochaine élection se rapproche.

Ces deux gouvernements ont présenté à l'opinion publique ces « opérations extérieures » comme une guerre classique, c'est-à-dire une guerre qu'il faut mener pour la sécurité de la nation. Mais, pour beaucoup, ces opérations extérieures relèvent davantage de la politique étrangère que de la politique de sécurité nationale. La sécurité de la France semble moins en jeu en Afghanistan et au Sahel que son influence sur la scène internationale. Ce qu'un haut gradé a résumé en déclarant : « La France sans Barkhane, c'est l'Italie. »

Or cette politique est aujourd'hui doublement perdante : sur le plan intérieur, le coût humain de la politique du rang international est difficilement défendable devant l'opinion publique ; et, sur le plan extérieur, l'interventionnisme militaire des autorités françaises accroît la francophobie en Afrique - où la France a déjà perdu la bataille des cœurs et des esprits - et susciterait de nouvelles vocations terroristes. L'engagement dans des conflits asymétriques est donc une modalité contre-productive de la guerre contre le terrorisme. Dans le sillage du gouvernement américain, qui négocie sa sortie du conflit afghan avec les talibans, le gouvernement français vient de redécouvrir au XXI^e siècle une leçon tragique du XX^e.

On ne peut pas réformer la gouvernance néopatrimoniale par décret

En Afrique subsaharienne en général et au Sahel en particulier, la gouvernance des États est néopatrimoniale. Depuis au moins trente ans, de très nombreux travaux de recherche ont mis en évidence le fonctionnement de l'État néopatrimonial (accaparement privé des biens publics par l'élite dirigeante et pratique politique essentiellement clientéliste) et ses effets délétères.

À long terme, le fonctionnement de l'État néopatrimonial aboutit au délitement insidieux des services publics, à la criminalisation des élites dirigeantes, à l'intensification des luttes de pouvoir et à la neutralisation de l'aide internationale. Celle-ci est assez largement détournée de son but initial et sert surtout à la survie des élites politiques du pays. Elle équivaut à remplir un tonneau que d'autres vident, notamment quand elle prend la forme de l'aide budgétaire, ce qui est de plus en plus fréquent. En 2020, la démonstration du lien entre décaissements d'aide budgétaire et gonflement de comptes offshore a coûté son poste à Penny Goldberg, l'économiste en chef de la Banque mondiale, ce qui en dit long sur l'omerta qui règne dans les milieux de l'aide internationale.

Si les bailleurs ont pris conscience dès les années 1990 que la gouvernance néopatrimoniale des États africains était au cœur de leurs problèmes, leurs efforts visant à réformer ou à changer cette gouvernance ont rarement été couronnés de succès. Selon les évaluations de la gouvernance en Afrique qui font référence (celle de la Fondation Mo Ibrahim et celle de la Banque mondiale), après une amélioration de la gouvernance de 2010 à 2015 cette dernière a stagné. En 2019, selon la Fondation Mo Ibrahim, l'état global de la gouvernance en Afrique a même régressé.

Au Sahel, cette mauvaise gouvernance a été exposée et n'épargne aucun secteur : la prolifération des trafics de drogue, d'armes, d'or et de migrants avec la complicité des gouvernants ; les relations notoires du président du Mali démis par les putschistes en août 2020 avec la mafia corse ; le train de vie extravagant de son fils ; les détournements de fonds au ministère de la Défense du Niger, etc.

Si le diagnostic de la gouvernance néopatrimoniale est bien connu, en revanche l'échec des méthodes de soins ne l'est pas. Appeler à focaliser l'action des bailleurs internationaux (un des « 3D ») sur la gouvernance et la réforme de l'État revient à ignorer les vingt dernières années de réformes de gouvernance promues par les donateurs. Beaucoup de programmes de changements institutionnels ont été mis en œuvre et des milliards de dollars ont été dépensés sans résultats probants. La plupart des évaluations de ces programmes mettent en évidence le caractère cosmétique des changements par décret et l'écart entre les textes adoptés et leur application. Certains régimes africains utilisent l'argument de la souveraineté pour refuser les réformes ou mènent des stratégies d'enlisement de ces dernières. L'aide internationale a démontré son incapacité à changer l'État néopatrimonial. Par conséquent, si l'on estime que l'une des conditions essentielles pour vaincre l'islamisme radical au Sahel est de demander aux gouvernants de mettre en œuvre des changements profonds qui vont à l'encontre de leurs intérêts directs, on comprend pourquoi la victoire est douteuse.

Les dirigeants français ont ignoré/oublié que l'on ne peut pas gagner des guerres asymétriques et que l'aide internationale n'a pas réussi à changer la gouvernance des États africains - c'est-à-dire que deux des 3D (Défense et Développement) étaient voués à l'échec. Pour avoir oublié ces leçons pourtant bien connues, le gouvernement français se retrouve aujourd'hui dans la même impasse que le gouvernement américain.

** Thierry Vircoulon est le coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'Institut français des relations internationales, membre du Groupe de recherche sur l'eugénisme et le racisme, Université de Paris.*

Article 4 : La France au Sahel : il est temps de partir !

Par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherches, Institut de recherche pour le développement — 11 janvier 2021 à 14:57

Le pari de lutter à la fois contre la menace terroriste sans se substituer à des gouvernements souvent corrompus et autoritaires est une mission impossible. Pourquoi ne pas passer le relais aux Casques bleus ainsi qu'aux acteurs du développement ?

Tribune. Huit ans après ses débuts au Mali en janvier 2013, l'intervention militaire de la France au Sahel s'est ensablée dans une guerre dont on ne voit pas la fin et qui rappelle l'enlisement des Soviétiques puis des Américains en Afghanistan. Le problème ne tient pas qu'aux défis de la lutte contre le terrorisme dans des territoires immenses, mais aussi à l'entêtement de dirigeants qui ne veulent pas perdre la face et qui refusent d'admettre publiquement leurs erreurs d'analyse.

L'Elysée n'a jamais annoncé clairement quel était «l'état final recherché», comme disent les militaires. Officiellement, les soldats de l'opération Barkhane n'ont pas pour objectif de rétablir l'ordre au Sahel. Une telle mission les obligerait en effet à se substituer à des armées défailtantes et à assumer des fonctions de police en vue de lutter contre le banditisme et de réguler les conflits d'accès à la terre. En pareil cas, la France se retrouverait alors à administrer directement ses anciennes colonies pour occuper le terrain dans des zones rurales où les États sahéliens sont absents, en l'occurrence avec des soldats jouant tout à la fois un rôle de pacificateurs, d'instituteurs, de défricheurs et d'agriculteurs. De cela, l'Elysée ne veut pas entendre parler. Le but de l'opération Barkhane, répète-t-on inlassablement, est uniquement de lutter contre les «GAT» (groupes armés terroristes), un de ces nombreux acronymes qu'affectionnent les militaires. Dans les cinq pays francophones où l'armée française a été déployée, il s'agit de poursuivre une guerre d'attrition... et de prévention contre des jihadistes qui n'ont jamais commis d'attentats outre-mer mais qui pourraient bien le faire un jour, ne serait-ce que pour se venger. A priori, l'objectif est donc assez clair : éliminer les terroristes, épuiser leurs ressources, atteindre leur capacité de frappe et réduire leur influence sur la population de manière à créer des alternatives politiques et économiques aux projets de société des fanatiques de la charia.

Une scène insurrectionnelle fragmentée

Le problème est qu'aucune administration sahélienne ne semble prête à prendre le relais dans les zones que les jihadistes s'empressent inlassablement de réoccuper aussitôt les soldats français repartis dans leurs bases. En pratique, la question est aussi de savoir s'il est envisageable d'isoler les GAT et de les combattre jusqu'à la victoire sans traiter les autres facteurs de conflits qui alimentent les insurrections de type jihadiste. Un tel objectif paraît tout à fait irréalisable au vu de la complexité des terrains sahéliens où s'accumulent les strates de violences.

En effet, la scène insurrectionnelle dans la zone est très fragmentée. Elle se caractérise par une prolifération d'acteurs qui ne sont pas forcément jihadistes et qui voient fréquemment des combattants changer d'allégeance et passer d'un groupe à l'autre. La multiplication des protagonistes de la belligérance n'aide assurément pas à identifier les mouvances qui disent se battre au nom du Coran et à qui on impute la responsabilité de violences qui, en réalité, sont aussi commises par des milices communautaires, des mouvements séparatistes, des unités d'autodéfense, des auxiliaires de sécurité, des trafiquants de tous acabits et des voleurs de bétail. Souvent formées et équipées par la France, les troupes des alliés de Paris au Sahel se sont elles-mêmes rendues responsables de crimes de guerre et de violations massives des droits de l'homme. Au vu du précédent rwandais, on imagine donc mal les soldats de Barkhane se préoccuper seulement des GAT en ignorant les massacres de civils qui se dérouleraient à proximité de leurs zones d'intervention.

A l'analyse, il s'avère que la focalisation de l'Elysée sur la menace terroriste est une erreur stratégique et une mission impossible tout à la fois. En effet, le jihadisme n'est jamais que le symptôme de la crise des Etats au Sahel. Dans un opuscule publié en 1900, le maréchal Hubert Lyautey avait d'ailleurs proposé une analyse assez lucide de la situation. *«On n'arrive rarement, sinon jamais, à la destruction par la force d'une bande pirate, écrivait-il. Le résultat, toujours partiel, ne s'obtient qu'au prix de fatigues, de pertes, de dépenses, qui ne sont certes pas compensées par le succès [...]. L'action politique est de beaucoup la plus importante.»*

Mais évidemment, Lyautey était un colonisateur. Affranchi des contraintes quinquennales des mandats présidentiels, il avait le temps pour lui et était prêt à s'engager dans des œuvres de longue haleine. De plus, il ne se souciait guère de respecter d'éventuelles souverainetés nationales. Ce n'est plus le cas aujourd'hui au Sahel. Le piège n'en est que plus évident. D'un côté, la France ne peut et ne veut pas se substituer à des gouvernements déficients, corrompus et souvent autoritaires. De l'autre, elle n'a aucune chance de mener à bien sa lutte contre les GAT si elle n'assume pas un minimum de responsabilités politiques dans la zone.

Passer le relais aux Casques bleus ?

Le défi est d'autant plus grand que le temps joue contre l'Elysée. A mesure que l'opération Barkhane jouait les prolongations, les forces de libération de 2013 ont en effet fini par être perçues comme des troupes d'occupation par un bon nombre de Sahéliens. Dit autrement, il apparaît que plus l'armée française s'embourbe dans les ornières du Sahel, plus son désengagement sera compliqué et coûteux, tant sur le plan politique que financier et logistique. L'Elysée n'a jamais voulu discuter sérieusement au Parlement des options possibles. Faut-il donc partir en donnant l'impression que les jihadistes auraient gagné une guerre d'usure ? Ou bien rester au risque de se laisser entraîner dans une guerre sale en étant impliqué dans les crimes de sang que commettent les forces de sécurité locales et leurs supplétifs sur zone ?

Dans un cas, Paris serait accusé d'abandonner les Africains à eux-mêmes ; dans l'autre, d'ingérence politique si l'Elysée s'avisait de dénoncer publiquement les abus de ses alliés au Sahel. La situation sécuritaire ne cessant de se dégrader, la différence se joue, pour beaucoup, au niveau de la responsabilité directe ou indirecte de l'ancienne puissance coloniale dans l'évolution des hostilités. A tout prendre, ne vaut-il donc pas mieux s'en aller en essayant de passer le relais aux Casques bleus et aux acteurs du développement ?

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est l'auteur d'*Une guerre perdue : la France au Sahel*, Paris, JC Lattès, 2020.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos directeur de recherches, Institut de recherche pour le développement

Article 5 Le Sahel, nouveau champ de bataille de la guerre entre Al-Qaida et l'organisation Etat islamique **Le Monde** Par Cyril Bensimon Publié le 28 juin 2020

Alors qu'Emmanuel Macron est attendu mardi au sommet du G5 Sahel en Mauritanie, les filiales sahéliennes des deux organisations djihadistes s'affrontent avec, comme enjeu, leur prééminence locale et internationale.

Le temps de la tolérance a vécu. Le Sahel est devenu, depuis le début de l'année, le théâtre d'une guerre ouverte entre les deux filiales locales du djihadisme global. Le 11 juin, c'est à Détebé, à la frontière du Niger et du Burkina Faso, que des accrochages ont éclaté, causant la mort d'au moins sept combattants de l'organisation Etat islamique au grand Sahara (EIGS) et de treize miliciens du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaida. Plus tôt, le 1^{er} juin, des combats avaient été signalés dans les environs de Gao, au Mali, impliquant les forces d'Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, le chef de l'EIGS, et celles du cousin d'Iyad Ag Ghali, l'émir du GSIM, selon la note confidentielle d'une organisation internationale.

Entre les deux grands groupes djihadistes au Sahel, les années de coexistence pacifique ont, depuis six mois, cédé la place aux affrontements directs. Et si la lutte se joue sur des enjeux locaux, elle est également portée par la rivalité mondiale entre les deux maisons mères. Les premières escarmouches entre ceux qui ont prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi et ceux qui demeurent fidèles à Ayman Al-Zawahiri, le successeur de Ben Laden, ont été répertoriées début janvier dans les environs de Mondoro, au Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso, avant de s'étendre géographiquement sur les deux pays.

Les combats les plus violents ont eu lieu durant les mois de mars et avril, avant de perdre en intensité. *« Il y a eu des affrontements engageant des dizaines de motos appuyées par une trentaine de pick-up, mais la plupart des confrontations sont du hit and run [« frapper et se retirer »]. Les bilans humains les plus lourds sont intervenus lors de raids nocturnes du GSIM sur les positions de l'EIGS »*, relate un observateur attentif de la zone.

S'il est encore difficile d'avoir une vision exacte des événements, toutes les sources confirment que la coalition coiffée par Iyad Ag Ghali est jusqu'ici sortie largement victorieuse. *« On a entendu qu'à Tatakarate l'EIGS s'est habillé aux couleurs du GSIM pour le tromper et faire exploser un véhicule kamikaze sur une de leurs positions. Depuis qu'ils se sont déclaré la guerre, l'EIGS a peut-être le nombre de combattants pour lui, mais l'expérience est du côté du GSIM »*, prévient le chef d'un groupe armé malien de la région des combats.

« La guerre va se poursuivre »

Durant les premiers jours de juin, les unités du GSIM continuaient de quitter Boulikessi, au Mali, pour se rendre au Burkina Faso, notamment dans l'est de ce pays désormais très fragilisé. Les forces djihadistes se seraient principalement regroupées le long de la frontière nigéro-malienne, alors que l'EIGS aurait établi son état-major près de Dolbel, au Niger, avec la ferme intention de récupérer les territoires perdus depuis janvier. *« La guerre continue et va se poursuivre »*, analyse la note précédemment citée, confirmant que le Sahel, après le Moyen-Orient, est devenu un champ de bataille où les deux structures djihadistes jouent une partie de leur prééminence mondiale.

Le conflit a éclaté lorsque les cadres régionaux d'Al-Qaida ont décidé de réagir à l'expansionnisme de l'EIGS. Depuis son allégeance, en 2015, à l'organisation Etat islamique (EI), le groupe fondé par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, transfuge d'Al-Qaida - qui s'était fait connaître à Gao du temps de l'occupation djihadiste en 2012-2013 -, n'a cessé de gagner du terrain. La multiplication d'attaques d'envergure

depuis 2017 contre les armées nationales, mais aussi les affrontements avec les forces françaises de l'opération « Barkhane » - comme celui qui a provoqué la mort de treize soldats français, le 25 novembre 2019 -, a renforcé son attractivité. Au point de recevoir, en avril 2019, les encouragements d'Abou Bakr Al-Baghdadi, alors calife de l'EI, puis d'être consacré « cible prioritaire » par la France et les pays de la région, lors du sommet qui s'est tenu le 13 janvier, à Pau.

Méprisé pendant un temps par les chefs moyen-orientaux de l'EI, négligé par les barons locaux d'Al-Qaida, Al-Sahraoui a su utiliser les vieilles recettes de l'instrumentalisation des rancœurs inter et intracommunautaires pour grossir ses rangs. Initialement concentré dans la zone des trois frontières, l'EIGS est allé contester, dans ses fiefs du centre du Mali, la katiba Macina, membre du GSIM.

Il s'y place en pourfendeur de l'ordre établi, laisse les combattants qui le rallient se partager les butins, quand Amadou Koufa, le chef de la katiba Macina, gère jalousement les prises de guerre, préservant certaines traditions et baronnies locales. Dans la région du Méma, triangle entre les villes de Tombouctou, Nampala et Mopti, il joue des frustrations des ethnies peules tolébé, brimées dans l'accès aux bourgoutières, des pâturages flottants dans les plaines inondées du delta du Niger, très recherchés par les éleveurs, mais soumis à des droits de passage.

« Point de non-retour »

Lorsque tombe la première réaction armée du GSIM, à Mondoro, Abdoul Hakim Al-Sahraoui, le numéro deux de l'EIGS, écrit à Koufa pour calmer le jeu en lui réclamant « *le prix de l'âme des deux combattants ayant perdu la vie et la libération sans condition de nos détenus* ». Mais la tentative d'apaisement échoue comme aurait échoué, en septembre 2019, une rencontre entre Adnane Abou Walid Al-Sahraoui et Jafar Dicko, le chef d'Ansaroul Islam, un groupe burkinabé proche du GSIM, en vue de déterminer des zones d'opération pour chacun.

Selon un acteur de la lutte antiterroriste, « *Iyad Ag Ghali souhaitait initialement cacher ces tensions, mais l'EIGS a fait circuler des audios et des vidéos pour se vanter de ralliements en sa faveur. Cela l'a obligé, avec Koufa, à taper du poing sur la table pour que l'EIGS soit repoussé sur ses points initiaux. Une sorte de remise à zéro des compteurs* ». D'après cette source, un « point de non-retour » a été atteint avec la publication, le 7 mai, par Al-Naba - l'un des organes de propagande de l'EI - de trois pages incendiaires pour le GSIM. Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa y sont qualifiés de « *chefs apostats* », accusés de trahison au profit des « *croisés* » et fustigés pour avoir « *accepté l'invitation du gouvernement malien apostat à négocier et à s'instaurer en gardien des frontières algériennes et mauritaniennes* ».

Un peu plus tôt, le 10 février, le président Ibrahim Boubacar Keïta s'était dit prêt à négocier avec les chefs djihadistes « maliens ». Iyad Ag Ghali n'avait pas fermé la porte, mais a posé comme préalable le départ des troupes françaises.

Cette guerre fratricide n'aurait suscité « *aucune pause opérationnelle* » de l'opération « Barkhane », poursuit la source précédemment citée, très sceptique sur le fait que l'armée française ait tiré un avantage militaire de la situation. Lors d'une audition devant le Sénat, le 18 juin, la ministre des armées, Florence Parly, interrogée sur un possible apaisement de la zone, est d'ailleurs restée sur la réserve. « *On constate des combats de plus en plus violents depuis le mois de mars, qui contribuent certainement à désorganiser l'EIGS. Est-ce de bon augure pour la suite ? Je reste très prudente parce que je pense que ces combats montrent aussi que le RVIM [ou GSIM] a une grande capacité d'action* », a-t-elle alors déclaré.

Confirmée dans son statut de puissance dominante du djihadisme au Sahel, la coalition dirigée par Iyad Ag Ghali aurait désormais pour ambition de poursuivre sa stratégie d'expansion en ciblant notamment les populations Sénoufo du nord de la Côte-d'Ivoire, comme il l'avait déjà fait avec les Peuls au Mali et au Burkina Faso. Malgré la dureté des coups pris depuis six mois, l'EIGS serait, lui, parvenu à régénérer une partie de ses forces. « *Cela signifie, dit l'acteur de la lutte antiterroriste, que les échelons centraux de l'EI continuent de le soutenir et qu'ils n'ont pas l'intention de le lâcher.* »